

Réveil politique en Bretagne

Dérives extrémistes ou manipulation médiatique ?

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, la Bretagne n'a cessé de faire parler d'elle de manière croissante. C'est dans le domaine culturel, particulièrement par la musique, que s'est tout d'abord manifesté le sentiment identitaire breton au début des années 90. Auparavant, après la vague folk des années 70, la Bretagne semblait plutôt endormie.

Dans le sillage de ses musiciens, elle donne aujourd'hui les signes d'un réel dynamisme, tant dans le domaine culturel, que dans celui de l'initiative économique. D'aucun souhaiteraient que cela ne soit pas qu'un simple effet de mode, mais bien l'annonce d'une renaissance politique, permettant à la Bretagne de pouvoir prendre en charge les problèmes qui ne la concerne qu'elle seule, et de donner de la voix dans les institutions européennes, sans intermédiaire.

L'audience des partis politiques régionalistes s'accroît. De nombreuses associations interpellent les pouvoirs publics sur les questions culturelles et sociales, la jeunesse est très impliquée et active. Enfin, l'Armée Révolutionnaire Bretonne, ou ceux qui s'en revendiquent, a repris du service.

À lire certains articles de la presse nationale, caractérisés par la mauvaise foi de leurs auteurs, le manque d'investigations, le choix délibéré de phrases et d'énoncés sortis de leurs contextes, l'utilisation de titres sensationnels et polémiques, le travestissement des propos de militants, l'absence de droits de réponses; la Bretagne serait en proie, au choix : à une dangereuse bouffée de violence quasi mafieuse; ou à une inquiétante dérive identitariste à consonnance néo-fasciste. La plupart du temps, ces deux épouvantails sont réunis en un seul, par soucis d'économie.

L'armée « chouanne » camperait aux portes du périphérique... La lutte anti-fasciste devient une véritable chasse aux sorcières irrationnelle...

Un contexte particulier

Le mouvement politique breton est une nébuleuse. De l'extrême gauche à l'extrême droite, il défend principalement l'idée d'une autonomie du territoire (voire d'une indépendance) dans l'ensemble européen, mais surtout, la promotion de la langue et de la culture bretonnes. Ce sont des idées qui évoluent en fonction des époques et de ceux qui les portent.

Cette mouvance militante, fédérée sous le terme d'« Emsav », ne parle pas d'une voie unique. Elle compte peu d'élus, elle a peu accès aux médias, ne maîtrise pas son image, elle est désunie, voire querelleuse. Du fait qu'elle est plus portée vers l'action culturelle et associative que purement politique, son

influence demeure malgré tout importante, mais surtout pas folklorique.

Enfin, sa complexité exigerait qu'elle ne soit pas traitée de manière aussi simpliste.

Les ambiguïtés du mouvement politique breton

Il est vrai que les sujets abordés par la presse ont de quoi fâcher. Ils concernent principalement le rôle controversé joué par de nombreux défenseurs de la cause bretonne, durant la seconde guerre mondiale. Nombre d'entre eux pensèrent que la défense de la Bretagne pouvait même justifier une alliance avec l'occupant nazi, contre un autre « occupant » ; la France. Des milices

bretonnes furent formées et armées contre les maquis. Leurs effectifs étaient cependant dérisoires au regard du nombre de résistants, mais leurs exactions ont laissé une tache tenace qui marque encore la vie politique bretonne.

Si l'entre-deux-guerres est caractérisée par l'influence profonde d'un romantisme des plus douteux, les militants de l'après guerre furent marqués par la résistance, la guerre d'Algérie et les luttes de libération des peuples colonisés. Ils s'attachèrent à rompre d'avec leurs aînés. La conscience politique bretonne d'aujourd'hui ne s'appuie pas sur un culte des racines idéales et exclusives, mais plutôt sur la prise de conscience d'un statut de « colonisé¹ » économiquement défavorisé, forgée dans les luttes des années 70 (grèves, marrées noires, manifestations antinucléaires).

Accuser les militants culturels et politiques bretons de tentation ultradroitière (alors qu'ils furent en première ligne dans le combat contre la récupération par l'extrême droite des symboles et des revendications régionalistes, dédaignées par le reste de la classe politique) est une critique aussi pertinente que de voir en chaque musulman un dangereux islamiste.

Les heures noires de la Bretagne repeintes en blanc ?

Récemment, une école Diwan (associative, laïque et bilingue) prit le nom de Roparz Hemon.

R. Hemon, écrivain, linguiste de premier ordre par sa contribution à la modernisation de la langue bretonne, par ailleurs espérantiste convaincu, fut sous l'occupation animateur d'une radio en langue bretonne financée par les nazis. Rappelons que tout organe de presse devait être soumis à l'approbation des autorités allemandes. Il lui est reproché un certain nombre d'écrits anti-sémites, bien que les preuves ne soient pas à la portée du public. Face au zèle des résistants de la dernière heure, on ne peut que comprendre la fuite de R. Hemon en Allemagne (parmi 20 000 autres français). Bien qu'il ne fut ni théoricien du nazisme, ni préfet dans la France occupée, encore moins après...

S'agissant d'un lieu d'enseignement, le choix n'était peut-être pas judicieux. Il va de soi que le parcours de Hemon demande à être éclairci et qu'une telle personnalité est aussi à replacer dans le contexte de l'époque. Mais c'est avant tout à ses qualités de linguiste qu'il fut rendu hommage.

Dans un soucis de logique, on pourrait songer à rebaptiser les écoles portant en France le nom de Voltaire, celui-ci ayant